

Art. 20. De rekenplichtige wordt door de Regering benoemd.

HOOFDSTUK VI. — *De controle*

Art. 21. De uitgaven worden onmiddellijk vereffend en uitbetaald door de rekenplichtige van ontvangsten en uitgaven van het Museum.

Art. 22. De regels voor de administratieve en begrotingscontrole op de diensten van algemeen bestuur van de Franse Gemeenschap zijn van toepassing op het Museum.

De organen van de administratieve en begrotingscontrole mogen op elk ogenblik alle verantwoordingsstukken, staten, inlichtingen of verduidelijkingen vragen met betrekking tot de ontvangsten, uitgaven, bezittingen en schulden en mogen ter plaatse de boekhouding controleren.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 23. In afwijking van artikel 1 van het koninklijk besluit van 24 juni 1931, is de Commissie voor het Patrimonium van het Domein Mariemont samengesteld als volgt :

- de directeur van het Koninklijk Museum Mariemont;
- een vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschap aangesteld door de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
- drie leden gekozen door de Minister die bevoegd is voor het Museumbeleid onder de mecenasen die belang stellen voor het Koninklijk Museum Mariemont.

Art. 24. Opgeheven worden, de bepalingen van artikel 2 van het koninklijk besluit van 6 augustus 1931 en, wat het Domein Mariemont betreft, die van de koninklijke besluiten van 21 mei 1955.

Art. 25. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004.

Art. 26. De Minister die bevoegd is voor het Museumbeleid en de Minister die bevoegd is voor de Begroting worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 januari 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Cultuur en Ambtenarenzaken,
C. DUPONT

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1199

[2004/200892]

22 JANVIER 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 janvier 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 janvier 2004;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait que des moyens supplémentaires ont été prévus au budget 2004 de la Région wallonne afin de rencontrer les demandes des centres de télé-accueil; que pour permettre à ces centres de fonctionner de manière efficace, il est impératif que ces moyens financiers supplémentaires leur soient octroyés le plus rapidement possible; et qu'il convient également d'assouplir les conditions d'engagement du personnel de ces centres afin de leur permettre de recruter rapidement des membres compétents;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique :

1^o le point 1^o est remplacé par la disposition suivante :

"garantir à toute personne appelant en état de difficulté psychologique, une écoute attentive, une réponse et, le cas échéant, une orientation qui répondent le mieux à la situation ou aux difficultés qui ont motivé l'appel";

2^o au point 6^o, le mot "journal" est remplacé par le mot "fichier";

3^o le point 7^o est remplacé par la disposition suivante :

"être accessible par téléphone vingt-quatre heures sur vingt-quatre, tous les jours de l'année, l'adresse du centre n'étant pas communiquée au public. Le service peut éventuellement être élargi à d'autres dispositifs liés aux évolutions technologiques";

4^o le point 9^o est supprimé;

5^o au point 10^o, les mots "Communauté française" sont remplacés par les mots "Région wallonne".

Art. 2. L'article 2bis est remplacé par la disposition suivante :

"Un Comité d'accompagnement évalue l'activité des centres de télé-accueil.

Le Comité est composé :

1° de deux délégués désignés par le Ministre, dont l'un en sa qualité de fonctionnaire de la Direction générale de la Santé;

2° de cinq représentants des centres agréés dont au moins deux collaborateurs bénévoles, désignés de commun accord par les centres agréés ou, à défaut d'accord, par le Ministre;

3° de deux experts choisis par le Ministre en raison de leur compétence en matière de télé-accueil.

Il se réunit au moins une fois par an, à l'initiative du Ministre."

Art. 3. A l'article 6 du même arrêté :

1° au 1°, deuxième alinéa, les mots "Communauté française" sont remplacés par les mots "Région wallonne";

2° le 2°, premier alinéa, est remplacé par la disposition suivante :

"2° les frais généraux pour un montant annuel de 20.000 euros pour un centre occupant de 30 à 60 collaborateurs ou un montant annuel de 25.000 euros pour un centre occupant plus de 60 collaborateurs.";

3° le 2°, deuxième alinéa est supprimé;

4° un 3° est ajouté, rédigé comme suit :

"3° les frais de fonctionnement relatifs au remboursement de l'emprunt hypothécaire relatif à l'acquisition ou aux travaux de transformation de l'immeuble dans lequel le centre est installé, à concurrence du revenu cadastral indexé"

Art. 4. A l'article 7 du même arrêté :

1° au § 1^{er}, deuxième alinéa, les mots "cinq ans" sont remplacés par les mots "trois ans";

2° au § 2, les mots "détenir au moins un diplôme de licencié en sciences psychologiques, être membre reconnu d'une association professionnelle à caractère scientifique et pouvoir se prévaloir d'une expérience d'au moins cinq ans dans le domaine des relations interprofessionnelles" sont remplacés par les mots "détenir un diplôme de l'enseignement supérieur dans le domaine des sciences humaines et pouvoir se prévaloir d'une expérience d'au moins deux ans dans ce domaine ou dans une fonction analogue";

3° au § 3, les mots "Communauté française" sont remplacés par les mots "Région wallonne" et les mots "et compter au moins cinq ans d'expérience équivalente dans un service social" sont supprimés;

4° au § 4 du même article, les mots "Le centre doit disposer d'une liste complémentaire de" sont remplacés par les mots "Le centre doit pouvoir faire appel à des" et les mots "auxquels les collaborateurs bénévoles doivent toujours pouvoir faire appel par téléphone, en vue d'obtenir un avis d'ordre médical, psychologique, pastoral ou social" sont remplacés par les mots "en fonction des besoins de formation des bénévoles".

Art. 5. A l'article 8 du même arrêté :

1° au § 1^{er}, les mots "du Ministère de la Communauté française" sont remplacés par les mots "de l'administration de la Région wallonne";

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

"La formation des collaborateurs bénévoles est organisée comme suit :

1° une formation préalable d'apprentissage à l'écoute d'une durée minimum de vingt heures;

2° un stage, qui comprend au moins 12 heures d'écoute supervisée;"

3° Un paragraphe 3 est ajouté, rédigé comme suit :

"Dans le cadre de leur travail, les bénévoles sont soumis à une supervision qui comprend au minimum :

1° une supervision mensuelle en groupe;

2° un entretien personnel de supervision ou d'évaluation avec un membre du personnel du cadre, selon les nécessités du service et au moins une fois tous les deux ans."

Art. 6. L'article 9, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Pour les subventions octroyées en application de l'article 6, 1° et 2°, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants."

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2004.

Art. 8. Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 janvier 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 1199

[2004/200892]

22 JANUARI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 november 1987 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en voor de toekenning van toelagen aan de centra voor teleonthaal voor personen in psychologische crisistoestand

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 november 1987 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en voor de toekenning van toelagen aan de centra voor teleonthaal voor personen in psychologische crisistoestand;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 januari 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 januari 2004;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat bijkomende middelen voorzien werden op de begroting 2004 van het Waalse Gewest om in te spelen op de behoeften van de centra voor teleonthaal; dat een doeltreffende werking van die centra vereist dat die bijkomende middelen zo spoedig mogelijk toegekend worden; en dat de voorwaarden voor de indienstneming van personeel door die centra versoepeld dienen te worden opdat ze snel bevoegde personeelsleden zouden kunnen werven;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 november 1987 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en voor de toekenning van toelagen aan de centra voor teleonthaal voor personen in psychologische crisistoestand :

1° wordt punt 1° vervangen als volgt :

“ervoor zorgen dat elke persoon die in psychologische crisistoestand oproept een oplettende toehoorder, een antwoord en, in voorkomend geval, een oriëntering vindt die de meest geschikte oplossing bieden voor de toestand of de moeilijkheden die aanleiding gegeven hebben tot de oproep”;

2° in punt 6° wordt het woord “dagboek” vervangen door het woord “bestand”;

3° punt 7° wordt vervangen als volgt :

“elke dag van het jaar dag en nacht telefonisch bereikbaar zijn daar het adres van het centrum niet meegedeeld wordt aan het publiek. De dienst kan al naar gelang de technologische evolutie eventueel tot andere voorzieningen uitgebreid worden”;

4° punt 9° wordt geschrapt;

5° in punt 10° worden de woorden “Franse Gemeenschap” vervangen door de woorden “Waalse Gewest”.

Art. 2. Artikel 2*bis* wordt vervangen als volgt :

“De activiteit van de centra voor teleonthaal wordt geëvalueerd door een begeleidingscomité.

Het Comité is samengesteld uit :

1° twee afgevaardigden aangewezen door de Minister, van wie één in zijn hoedanigheid van ambtenaar van het Directoraat-generaal Gezondheid;

2° vijf vertegenwoordigers van de erkende centra, onder wie minstens twee vrijwillige medewerkers, in onderlinge overeenstemming aangewezen door de erkende centra of, bij gebreke daarvan, door de Minister;

3° twee deskundigen gekozen door de Minister op grond van hun bevoegdheid inzake teleonthaal.

Het vergadert minstens één keer per jaar op initiatief van de Minister.”

Art. 3. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, tweede lid, worden de woorden “Franse Gemeenschap” vervangen door de woorden “Waalse Gewest”;

2° punt 2°, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

“2° de algemene kosten ten bedrage van 20.000 euro per jaar voor een centrum dat 30 à 60 medewerkers in dienst heeft of ten bedrage van 25.000 euro per jaar voor een centrum dat meer dan 60 medewerkers in dienst heeft.”;

3° punt 2°, tweede lid, wordt geschrapt;

4° er wordt een punt 3° toegevoegd, luidend als volgt :

"3° de werkingskosten voor de terugbetaling van de hypotheeklening betreffende de aankoop van het gebouw waar het centrum gevestigd is of ombouwwerken in dat gebouw, naar rato van het geïndexeerde kadastraal inkomen."

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden "vijf jaar" vervangen door de woorden "drie jaar";

2° in § 2 wordt het zinsdeel "houder zijn van tenminste een diploma van licentiaat in de psychologische wetenschappen, erkend lid zijn van een beroepsvereniging van wetenschappelijke aard en zich kunnen beroepen op een ervaring van ten minste vijf jaar inzake betrekkingen tussen de personen" vervangen door het zinsdeel "houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs in de menselijke wetenschappen en het bewijs leveren van minstens twee jaar ervaring in dat vak of in een gelijkaardige functie";

3° in § 3 worden de woorden "Franse Gemeenschap" vervangen door de woorden "Waalse Gewest" en worden de woorden "en minstens vijf jaar equivalente ervaring in een sociale dienst hebben" geschrapt;

4° in § 4 van hetzelfde artikel worden de woorden "Het centrum moet over een aanvullende lijst beschikken van" vervangen door de woorden "het centrum moet een beroep kunnen doen op" en worden de woorden "op wie de vrijwillige medewerkers steeds telefonisch beroep kunnen doen voor een advies van medische, psychologische, pastorale of sociale aard" vervangen door de woorden "al naargelang de vormingsbehoeften van de vrijwilligers".

Art. 5. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden "van het Ministerie van de Franse Gemeenschap" vervangen door de woorden "van de administratie van het Waalse Gewest";

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

"De opleiding van de vrijwillige medewerkers wordt georganiseerd als volgt :

1° een verplichte leeropleiding van minimum twintig uren inzake luistervermogen;

2° een proeftijd bestaande uit minstens twaalf uren gesuperviseerde luistertechniek;";

3° er wordt een paragraaf 3 toegevoegd, luidend als volgt :

"In het kader van hun werk worden de vrijwilligers onderworpen aan een toezicht dat hoe dan ook bestaat uit :

1° een maandelijks groepsgewijs toezicht;

2° een persoonlijk toezichts- of evaluatieonderhoud met een personeelslid van de personeelsformatie, al naar gelang de behoeften van de dienst en minstens één keer om de twee jaar."

Art. 6. Artikel 9, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Voor de toelagen toegekend overeenkomstig artikel 6, 1° en 2°, wordt toepassing gemaakt van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld."

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004.

Art. 8. De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 januari 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1200

[2004/200880]

4 MARS 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant abrogation de certaines réglementations permettant une intervention financière en matière de maladies dites sociales

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté royal du 10 avril 1952 déterminant les conditions d'intervention de l'Etat dans les frais d'entretien et de traitement des personnes atteintes de poliomyélite ou de maladie bleue;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1957 déterminant les conditions d'intervention de l'Etat dans les frais d'entretien et de traitement des personnes atteintes de paralysie cérébrale, modifié par les arrêtés royaux du 15 décembre 1964 et du 20 juillet 1967;

Vu l'arrêté royal du 25 septembre 1963 fixant les conditions d'intervention de l'Etat dans les frais d'entretien et de traitement des personnes atteintes de malformations congénitales du type phocomélie;

Vu l'arrêté royal du 6 mars 1965 déterminant les conditions d'intervention de l'Etat dans les frais d'hospitalisation, de traitement et de réadaptation des personnes atteintes de sclérose en plaques;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1967 déterminant les conditions d'intervention de l'Etat dans les frais d'entretien et de traitement des personnes atteintes de myopathie;